

Réponse de GDF SUEZ

A la consultation publique de la CRE sur les quatrièmes tarifs d'utilisation des réseaux publics de distribution d'électricité

A la suite de l'annulation par le Conseil d'état du TURPE Distribution, GDF SUEZ remercie la CRE d'avoir organisé une nouvelle consultation sur le futur TURPE 4 portant notamment sur l'évaluation des investissements nécessaires à ERDF, les méthodologies envisagées pour construire le tarif d'acheminement et l'évolution de la structure de la grille tarifaire.

Concernant les besoins en investissement, les justifications apportées par ERDF sont insuffisantes pour porter un avis quant aux volumes nécessaires par finalités et échéances. GDF SUEZ attire l'attention de la CRE sur les conséquences pour le développement des ENR, d'une surévaluation des besoins en investissements réseaux qui pourraient se traduire par des coûts de raccordement excessifs ou un TURPE trop élevé.

GDF SUEZ souhaite que la CRE évalue les besoins d'investissement sur les réseaux de distribution d'électricité et contrôle leur efficacité, comme elle le fait sur les réseaux de transport.

Méthodologie de construction du TURPE. La méthode proposée par ERDF, en raison du lien direct entre la rémunération à un taux normatif, et les investissements effectivement supportés par le gestionnaire de réseau est préférable à la solution alternative, sous réserve que les actifs gérés ne donnent pas lieu à une rémunération (sauf si les raisons qui la justifient sont clairement explicitées).

Toutefois, GDF SUEZ s'interroge sur la solidité juridique de cette solution au regard des motifs retenus par le Conseil d'état lorsqu'il a annulé le TURPE 3, et sur la nécessité qu'il y aurait à faire évoluer le cadre législatif et/ou réglementaire afin de stabiliser la méthodologie d'élaboration du TURPE.

Concernant la méthode alternative, GDF SUEZ craint que les résultats produits soient très instables du fait de la complexité du calcul et du nombre important d'agrégats comptables pris en compte. D'autre part, la rémunération de la totalité des actifs au taux de 2,5 % ne trouve pas, au moins dans la consultation, de contrepartie en termes de risques supportés par le Gestionnaire de réseau. De ce fait, GDF SUEZ en tant que fournisseur, redoute d'avoir à supporter des risques (instabilité du niveau, recours juridiques) qu'il ne maîtriserait pas dans son activité de fournisseurs, en plus de ceux déjà supportés relatifs aux TRV et à l'ARENH.

D'une façon générale, la grille tarifaire doit refléter fidèlement des coûts induits par les utilisateurs du réseau. A ce titre, les utilisateurs de chauffage électrique doivent supporter l'intégralité des coûts qu'ils induisent à la pointe.

Pour aller dans le même sens, GDF SUEZ renouvelle sa demande afin que le TURPE prenne en compte dès le 1^{er} janvier 2014 la scission du profil RES1 en deux profils RES1 et RES11 puisqu'aucun obstacle ne s'y oppose. La CRE a elle-même indiqué que « le premier retour d'expérience sur ces nouveaux profils... a permis de confirmer leur pertinence ». GDF SUEZ souligne une nouvelle fois, qu'avec un portefeuille majoritairement composé de clients 3 – 6 kVA sans Différentiation Temporelle, les conséquences de cette anomalie très circonscrite pèsent sur ses résultats, contrairement à d'autres fournisseurs tels qu'EDF, qui possèdent un portefeuille fortement diversifié.

QUESTION 1 : PARTAGEZ-VOUS L'ANALYSE QUI PRECEDE SUR L'AUGMENTATION DES BESOINS D'INVESTISSEMENTS ?

La détermination d'un nouveau TURPE pose une nouvelle fois la question de la juste évaluation des besoins d'investissement sur les réseaux BT et celui du contrôle de leur efficience.

ERDF justifie l'augmentation des investissements par trois raisons (point 1.2 page 7 de la consultation) :

- Assurer la qualité de service, y compris par des travaux d'enfouissement et de renouvellement des réseaux,
- La production décentralisée qui justifie des renforcements,
- La modernisation et l'automatisation des réseaux,

La Cour des Comptes dans un récent rapport¹ ne relève pas toutes ces finalités. La qualité de service, la modernisation et l'automatisation en font bien partie, mais la production décentralisée n'est pas considérée comme une raison à priori d'accroissement des investissements sur les réseaux de distribution.

Qualité de service. Elle justifie une part importante des investissements d'ERDF, mais la quantification des besoins devrait résulter d'une analyse précise des résultats attendus, à l'échéance de cet exercice tarifaire, et probablement au-delà. Or, cette analyse n'est pas disponible pour cette consultation et aucun lien n'est établi entre le montant des investissements et l'impact sur la qualité de service

Développement des réseaux en raison de l'émergence de la production décentralisée. GDF SUEZ fait observer que :

- La quantification des renforcements de réseaux nécessaires à l'accueil des ENR n'est pas disponible, en tout état de cause publiquement, et ne fait apparemment pas l'objet de contrôle ou de publications par la Commission de Régulation de l'Energie ou une autre instance neutre,
- La justification insuffisante des investissements pour cause de développement de la production décentralisée pourrait conduire à surestimer la responsabilité de la production décentralisée, dans le nécessaire rétablissement de la qualité de service ou des travaux de modernisation,
- Une justification insuffisante de la responsabilité des productions décentralisées pourrait conduire à terme à des coûts de raccordement trop élevés ou à un TURPE inacceptable, en leur faisant porter une partie indue de la modernisation et de l'amélioration de la qualité de service des réseaux. Cette situation serait d'autant plus dommageable qu'ERDF reste une filiale d'EDF et qu'un conflit d'intérêt est toujours possible entre la production centralisée supportée pour l'essentiel par l'opérateur historique et la production décentralisée² qui se met en place. L'égalité de traitement de toutes les productions face aux réseaux, le contrôle précis des justifications en besoin d'investissements et l'équité entre acteurs reste une nécessité forte.

Concernant le raccordement des ENR, le décret 2012-533 du 20 avril 2012³ a confié à la CRE la responsabilité d'approuver « les méthodes de calcul du coût Prévisionnel » des investissements à réaliser pour la créa-

¹ Cour des comptes, Rapport public annuel 2013 – février 2013 ; Les concessions de distribution d'électricité : une organisation à simplifier, des investissements à financer.

² La production décentralisée peut être d'origine renouvelable comme l'éolien ou le PV, mais aussi thermique, comme la micro-cogénération.

³ Décret no 2012-533 du 20 avril 2012 relatif aux schémas régionaux de raccordement au réseau des énergies renouvelables, prévus par l'article L. 321-7 du code de l'énergie

tion des ouvrages prévus au schéma. Il est donc important que la CRE vérifie bien que le montant des ouvrages créés et/ou à renouveler par remplacement ne soit pas pris en compte par les gestionnaires en tant que besoins en investissement puisqu'ils sont intégralement supportés par les producteurs ENR dans la quote-part.

Modernisation des réseaux et automatisation. GDF SUEZ regrette que ces investissements soient considérés uniquement comme des coûts sans prendre en compte les gains sur les OPEX permis par l'automatisation ou bien la réduction de coûts de maintenance.

Linky. Les récentes annonces du président d'EDF appellent une clarification rapide des modalités de financement et de leurs impacts sur le TURPE (en particulier le TURPE 4). En effet, le financement de Linky relève exclusivement du TURPE et aucun cas du fournisseur historique.

En conclusion, les justifications apportées par ERDF pour ses besoins d'investissements futurs ne sont pas suffisamment étayées, en particulier celles relatives à la production décentralisée. En conséquence, GDF SUEZ n'est pas en mesure de se prononcer sur la validité, la précision de l'estimation des investissements futurs et les rythmes annoncés par ERDF.

QUESTION 2 : PARTAGEZ-VOUS L'ANALYSE DE LA CRE SUR LA NECESSITE QUE LA REMUNERATION MARGINALE INCITE A INVESTIR ?

GDF SUEZ partage l'avis de la CRE car le gestionnaire de réseau doit bénéficier d'une rémunération attractive de ses investissements afin de faire évoluer les réseaux pour faire face aux enjeux futurs (qualité de la fourniture, intégration des ENR, mise en œuvre des mécanismes de capacité et de flexibilité...).

QUESTION 3 : PARTAGEZ-VOUS L'ANALYSE DE LA CRE SUR L'ABSENCE D'INCITATION A INVESTIR DANS LA METHODE DE COUVERTURE DES CHARGES DE CAPITAL DU TURPE 3 HTA/BT ?

Le TURPE 3 bis proposé par la CRE, après l'annulation du TURPE 3 par le Conseil d'état, est peu incitatif pour les investisseurs, dans la mesure où la rémunération du gestionnaire de réseau n'est pas en relation directe avec les investissements qu'il réalise.

QUESTION 4 : PENSEZ-VOUS QUE LA SEGMENTATION DE LA BAR FONDEE ESSENTIELLEMENT SUR LA MAITRISE D'OUVRAGE PERMET UNE CORRECTE PRISE EN COMPTE DES SPECIFICITES CONCESSIONNES ? OU PENSEZ-VOUS QU'IL FAILLE RETRAITER DE LA BAR L'ENSEMBLE DES ACTIFS REPUTES FINANCES PAR LES CONCESSIONNAIRES ?

GDF SUEZ considère que l'opérateur de réseau doit être rémunéré pour les investissements qu'il a réalisés sur le réseau et uniquement pour ces investissements. A ce titre, les actifs financés par les concessionnaires n'ont pas à produire de rémunération pour l'opérateur de réseaux.

**QUESTION 5 : PENSEZ-VOUS QUE L'UTILISATION DU CMPC NORMATIF APPLIQUE A LA BAR DEFINIE PAR ERDF AU PARAGRAPHE 2 DE SA DEMANDE PERMET UNE CORRECTE PRISE EN COMPTE DES SPECIFICITES CON-
CESSIVES ?**

GDF SUEZ considère qu'un CMPC normatif est une bonne solution, retenu dans un grand nombre de pays de l'Union Européenne, sous réserve qu'il conduise à une rémunération raisonnable compte tenu du faible risque supporté par le Gestionnaire de réseaux.

**QUESTION 6 : QUE PENSEZ-VOUS, DANS LE CADRE D'UNE TELLE APPROCHE, DE LA « REMUNERATION DU RISQUE D'EXPLOITATION » DEFINIE PAR ERDF AU PARAGRAPHE 5 DE SA DEMANDE ? QUELLE EST VOTRE AP-
PRECIATION SUR LE NIVEAU DE CETTE REMUNERATION ?**

ERDF propose une rémunération à hauteur de 1 % de l'ensemble des actifs gérés.

GDF SUEZ ne comprend pas pourquoi il conviendrait de rémunérer un risque sur les installations financées par le concédant. Dans la pratique, l'exploitant ne supporte pas de risque, puisque toute avarie, fût-elle majeure, donne lieu à des CAPEX ou OPEX afin de rétablir un service normal pour les utilisateurs du réseau. Ces OPEX et CAPEX sont d'ailleurs couverts par le tarif et inscrits au CRCP en cas d'écart par rapport aux trajec-
toires prévues.

Pour GDF SUEZ, il est donc exclu que le tarif rémunère un risque d'exploitation dont le fondement, notam-
ment juridique, n'est pas établi.

**QUESTION 7 : QUE PENSEZ-VOUS DE L'INDICATION D'ERDF SELON LAQUELLE LES PROVISIONS POUR RE-
NOUVELLEMENT NE SONT PAS COUVERTES DANS CETTE METHODE ?**

Dans la mesure où ERDF propose une méthode consistant à rémunérer une BAR, les provisions pour renou-
vellement ne sont effectivement pas couvertes et cela paraît logique,

**QUESTION 8 : LE RETRAITEMENT TARIFAIRE PROPOSE PAR ERDF EST LIE POUR UNE LARGE PART A UNE RES-
TITUTION DES DOTATIONS AUX PROVISIONS POUR RENOUVELLEMENT ET A L'AMORTISSEMENT DU FINANCE-
MENT DES CONCEDANTS DES TARIFS ANTERIEURS. QUE PENSEZ-VOUS DE CES « TRAITEMENTS TARIFAIRES
PASSES » ?**

En l'absence de détails, concernant aussi bien cette méthode que les précédentes, GDF SUEZ n'est pas en
mesure de porter un avis et laisse le soin à la CRE de conduire l'expertise des retraitements tarifaires à opé-
rer du fait de ces changements de méthode tarifaire. L'importance de leur impact sur le TURPE justifie la
publication du détail de leur évaluation par la CRE, que la méthode retenue soit celle proposée par ERDF, la
méthode alternative ou bien une autre.

Cette instabilité de méthode constatée depuis le premier TURPE, conduit à des retraitements considérables
qui prêtent à interprétation, nuisent à la lisibilité et à la prévisibilité du tarif et in fine à la sécurisation finan-
cière de l'activité des fournisseurs.

QUESTION 9 : AVEZ-VOUS D'AUTRES REMARQUES SUR LA METHODE PROPOSEE PAR ERDF ?

GDF SUEZ considère que la méthode proposée par ERDF, en raison des points évoqués précédemment est
préférable à la solution alternative, sous réserve que les actifs gérés ne donnent pas lieu à une rémunéra-
tion (ou alors que les raisons qui la justifient soient clairement explicitées).

Cependant, GDF SUEZ s'interroge sur sa solidité juridique au regard des motifs retenus par le Conseil d'état lorsqu'il a annulé le TURPE 3 et sur la nécessité de faire évoluer le cadre législatif et/ou réglementaire afin de stabiliser la méthodologie d'élaboration du TURPE.

QUESTION 10 : PENSEZ-VOUS QUE CETTE METHODE (ALTERNATIVE) PERMET UNE CORRECTE PRISE EN COMPTE DES SPECIFICITES CONCESSIONNAIRES ?

GDF SUEZ considère qu'en ne distinguant pas strictement les investissements financés par le gestionnaire de réseau de ceux financés par le concédant, les spécificités concessionnaires ne peuvent pas être prises correctement en compte.

QUESTION 11 : QUE PENSEZ-VOUS DU PRINCIPE D'APPLIQUER UNE MARGE SUR LA TOTALITE DES ACTIFS GERES PAR ERDF ? QUE PENSEZ-VOUS DU NIVEAU DE CETTE MARGE ?

Pour les mêmes raisons que celles évoquées dans la question 6, GDF SUEZ ne partage pas l'existence d'un risque équivalent perçu par les investisseurs et portant sur l'ensemble des actifs, financés par le concédant ou le concessionnaire.

Subsidiairement, et sous réserve que la CRE objective ce risque, le taux de 2,5 % paraît très élevé.

QUESTION 12 : PENSEZ-VOUS QUE LE CALCUL DES CAPITAUX PROPRES REGULES DEVRAIT INCLURE LES IMMOBILISATIONS EN COURS ?

QUESTION 13 : ÊTES-VOUS FAVORABLE A UNE COUVERTURE EXPLICITE OU IMPLICITE DES DOTATIONS AUX PROVISIONS POUR RENOUVELLEMENT ?

GDF SUEZ n'est pas favorable à la prise en compte des dotations aux provisions pour renouvellement, qu'elle soit implicite ou explicite, car elle fait supporter dès aujourd'hui aux consommateurs des décaissements qui n'interviendront que bien plus tard, compte tenu de la durée de vie des réseaux (40 à 50 ans ?).

QUESTION 14 : PENSEZ-VOUS QUE LE NIVEAU DE REMUNERATION MARGINALE DES NOUVEAUX INVESTISSEMENTS EST SATISFAISANT ?

QUESTION 15 : AVEZ-VOUS D'AUTRES REMARQUES SUR CETTE METHODE ?

GDF SUEZ ne souhaite pas la mise en œuvre de cette méthode pour les raisons suivantes :

- la rémunération des capitaux propres résulte d'un calcul complexe⁴ comportant la valeur nette des actifs de réseau en service, les passifs de concession, la dette financière et les subventions d'investissement. La stabilité du résultat ne peut être garantie,
- près d'un tiers des charges de capital est assuré par la marge sur les actifs gérés, dont ceux financés par les concédants ou les tiers, en contrepartie d'un risque supporté par les Gestionnaires de réseau qui n'apparaît pas fondé, tout comme le taux de rémunération de 2,5 %.

GDF SUEZ craint, qu'en retenant une telle méthode, les résultats soient peu stables au cours du temps ou que les fondements juridiques soient contestés, entraînant des risques non maîtrisables pour l'activité des fournisseurs alors qu'ils supportent déjà ceux relatifs aux TRV et à l'ARENH.

⁴ Les capitaux propres régulés sont fixés comme la différence entre, d'une part, la valeur nette des actifs de réseau en service au 1^{er} janvier de l'année, et d'autre part, les passifs de concession, la dette financière et les subventions d'investissement, soit 5,1 Md€ en moyenne sur la période 2014-2017. A ce stade, le montant des capitaux propres régulés ne prend pas en compte les immobilisations en cours

QUESTION 16 : QUE PENSEZ-VOUS DES EVOLUTIONS TARIFAIRES PROPOSEES ?

Lissage des évolutions. GDF SUEZ comprend que le niveau d'évolution du TURPE 4 est encore sujet à des évolutions importantes tant que la méthode de couverture des coûts du capital n'a pas été arrêtée et que toutes les charges (CRCP, SEI, apurements entre méthodes...) n'ont pas été analysées. Toutefois, l'importance de la hausse envisagée à ce stade, montre que la CRE doit l'étaler uniformément sur la durée du tarif comme elle l'a fait à plusieurs reprises pour les tarifs d'infrastructure. La hausse annuelle, en particulier la première année, devrait être indépendante d'un recalage éventuel des dates d'actualisation entre TURPE Distribution et Transport. Ce lissage est de nature à faciliter la couverture des coûts par le TRV, dont ceux du TURPE.

Les charges d'exploitation. L'évolution des dépenses qualifiées de « contrôlables » (achats et services et charges de personnel, retraités des dépenses induites par des éléments non contrôlables ou nouveaux) est de l'ordre de 1,5% par an sur la période 2014-2017. Ce niveau, voisin de l'inflation dans un contexte d'accroissement du nombre de consommateurs et de producteurs et donc du réseau public de distribution, ne semble pas prendre en compte l'avis de la Cour de comptes qui avait identifié plusieurs champs sur lesquels ERDF devrait réduire ses coûts.

Le périmètre d'ERDF. GDF SUEZ souhaite que la CRE exerce sa vigilance à l'égard de certaines activités ou prestations qui ne devraient être offertes que par les acteurs du domaine concurrentiel. Voir à ce sujet les discussions relatives aux services associés à Linky, aux domaines de la MDE ou de la précarité. PRECARITER en est un bon exemple, même s'il a été accueilli favorablement par les autorités concédantes. Ce service propose des analyses aux collectivités locales (et à EDF) établies à partir de données publiques, donc en monde concurrentiel, sans pour autant que l'utilité pour le métier de gestionnaire de réseau soit démontrée.

QUESTION 17 : ETES-VOUS FAVORABLE A UNE SYNCHRONISATION DES MOUVEMENTS TARIFAIRES DES TARIFS DE TRANSPORT ET DE DISTRIBUTION D'ELECTRICITE ?

GDF SUEZ est favorable à la synchronisation des mouvements tarifaires des deux tarifs Distribution et Transport, dans la mesure où elle apporte davantage de simplicité et de lisibilité. GDF SUEZ rappelle que ce recalage ne doit pas conduire à une augmentation du TURPE plus forte la première année.

QUESTION 18 : QUE PENSEZ-VOUS DES EVOLUTIONS DE GRILLES TARIFAIRES PROPOSEES ?

Les grilles proposées par la Commission de régulation de l'énergie vont dans le bon sens, mais elles doivent répercuter intégralement les coûts engendrés par les utilisateurs de chauffage électrique sur le tarif.

Option Moyenne Utilisation sans Différentiation Temporelle. GDF SUEZ est favorable à la suppression de cette option.

Scission du profil RES 1 au 1^{er} juillet 2011. GDF SUEZ souhaite que le TURPE prenne en compte dans la grille tarifaire, et dès le 1^{er} janvier 2014, la scission du profil RES1 en deux profils RES1 et RES11.

En juillet 2011 deux nouveaux profils de consommation (RES1 et RES11) ont été introduits dans les règles RE-MA. La CRE a logiquement proposé dans sa consultation du 6 mars 2012 l'adaptation des classes tarifaires des tarifs bleu sans différenciation temporelle (rattachement des 9 kVA à la classe des 12 – 18 kVA au

lieu de la classe 3 – 6 kVA). Dans sa consultation du 6 novembre 2012, la CRE est revenue sur sa proposition, évoquant par la suite une nécessaire validation de la pertinence de ces nouveaux profils.

GDF SUEZ ne comprend pas la nécessité d'une nouvelle validation, alors qu'il n'en était pas question dans la consultation du 6 mars 2012. Quoiqu'il en soit, la CRE constate que « le premier retour d'expérience sur ces nouveaux profils, connu à l'issue du calcul des écarts des fournisseurs sur la période de réconciliation temporelle allant du 1^{er} juillet 2011 au 30 juin 2012, a permis de confirmer leur pertinence⁵ ».

GDF SUEZ, dont le portefeuille est majoritairement composé de clients 3 – 6 kVA sans DT, subit les conséquences de cette anomalie de modélisation, du fait d'une répercussion partielle et insuffisante des coûts dans les TRV notamment pour les petites puissances.

GDF SUEZ qui s'interroge sur les raisons conduisant à maintenir une telle anomalie, ne peut que rappeler sa réponse à la troisième consultation sur le TURPE 4 : « **Regroupement des 9 kVA simple ou double tarif avec les 12 – 18 kVA ou 3 – 6 kVA** : GDF SUEZ est favorable à la précédente proposition de la CRE (deuxième consultation) qui rattachait les 9 kVA au 12 – 18 kVA.

GDF SUEZ s'interroge sur les raisons de ce revirement qui augmente le niveau du TURPE pour les utilisateurs peu horosaisonnalisés, comme les 3-6 kVA.

En effet les utilisateurs en option CU ou MU dont la puissance souscrite est de 9 KVA sont sensibles aux variations du climat contrairement aux 3 et 6 KVA. Cette différence structurelle a justifié pour les membres du Comité de Gouvernance du Profilage (CGP) la création du profil RES11, en distinguant les 9 kVA et au-delà, climatiques, des 3-6 kVA qui ne le sont pas.

Pour ces raisons, la dernière proposition de la CRE (regroupement des 9 kVA avec les 3-6 kVA) ne semble pas répondre aux orientations de la Ministre : « La structure des tarifs devra également contribuer à réduire les consommations en période de pointe grâce à l'envoi de signaux tarifaires horosaisonnalisés pertinents » puisque les 9 kVA échappent aux signaux tarifaires des clients horosaisonnalisés.

Pour GDF SUEZ il n'existe pas de limitations techniques ou d'études complexes à mener pour mettre œuvre cette disposition. Les études ont déjà été réalisées dans le cadre du CGP et la CRE a présenté les résultats de ses propres études dans le projet de grille associé à sa deuxième consultation.

GDF SUEZ souligne la nécessaire cohérence entre d'une part le dispositif de profilage RES 1 / RES 11 qui est aujourd'hui utilisé dans les processus de reconstitution des flux, l'approvisionnement de l'ARENH et demain par le futur mécanisme de capacité, et d'autre part la tarification de l'acheminement TURPE IV.

Pour ces raisons, GDF SUEZ souhaite que les clients 9 kVA soient rattachés à la classe des clients 12 – 18 kVA. Rien ne s'oppose à le faire pour les clients sans différenciation temporelle puisque la partition des profilages (RES1/RES11) est effective depuis l'été 2012, en application des règles approuvées par la CRE. »

⁵ Document de consultation sur le TURPE du 9 juillet 2013, page 26.